

Résumé de l'analyse VOX de mars 2026 : Complément d'enquête et analyse des votations populaires du 8 mars 2026

Le dimanche 8 mars 2026 a été marqué par une participation supérieure à la moyenne et par des décisions aux enjeux clairement définis. Avec plus de 55 %, le taux de participation a été nettement supérieur à la moyenne à long terme. La mobilisation a été portée en particulier par des milieux politiquement engagés, bien éduqués et à orientation plutôt libérale-progressiste. Cette dynamique a eu tendance à renforcer les positions institutionnelles. Le fait que l'initiative SSR et la loi fédérale sur l'imposition individuelle aient été perçues par les électeurs comme particulièrement pertinentes a largement contribué à cette forte participation. Sur le fond, une tendance claire se dégage : alors que les trois initiatives populaires ont échoué, les projets émanant des autorités ont été adoptés. Ce n'est pas tant la perception du problème qui a été déterminante, mais plutôt la conception des solutions. Concernant le projet sur l'argent liquide, un large consensus s'est dégagé sur l'enjeu de fond, mais c'est le contre-projet, plus modéré, qui s'est imposé. De même, dans le cas de l'initiative SSR, ce n'est pas la critique des redevances qui a été déterminante, mais un argument de solidarité efficace au-delà des clivages politiques qui a fait échouer le projet. L'initiative pour un fonds climat, en revanche, est restée cantonnée au milieu de gauche et n'a pas réussi à former une alliance susceptible de rallier une majorité. La loi fédérale sur l'imposition individuelle a été adoptée malgré la résistance des milieux traditionnalistes. C'est ce que montrent les résultats du sondage réalisé auprès de 3'271 électeurs dans le cadre de l'analyse VOX de mars 2026. L'étude a été menée par gfs.bern et financée par la Chancellerie fédérale.

Le contre-projet s'impose clairement

Initiative populaire « Oui à une monnaie suisse libre et indépendante sous forme de pièces ou de billets (L'argent liquide, c'est la liberté) » et contre-projet direct « Arrêté fédéral sur la monnaie suisse et l'approvisionnement en numéraire »

Le contre-projet direct a été clairement accepté avec 73,4 % de voix favorables et l'unanimité des cantons, tandis que l'initiative populaire « L'argent liquide, c'est la liberté » a été rejetée avec 54,4 % de voix défavorables. Les électeurs et les cantons se sont ainsi clairement prononcés en faveur du contre-projet. Les électeurs ont jugé que les deux projets n'avaient qu'une faible pertinence personnelle. Le comportement de vote a néanmoins clairement reflété des orientations politiques : l'initiative a surtout trouvé un soutien auprès des sympathisants de l'UDC et des personnes de l'extrême droite, tandis que le contre-projet a reçu un soutien transversal. Sur le fond, la protection de l'argent liquide n'était guère contestée, mais la manière dont elle devait être mise en œuvre l'était. Les partisans de l'initiative ont principalement invoqué la liberté et la sécurité, tandis que le contre-projet a convaincu en tant que solution plus pragmatique et plus proportionnée. Le fait que les arguments centraux aient été partagés au-delà des clivages politiques a largement contribué à ce « oui » clair. La question décisive n'était donc pas tant le « si » que le « comment ». Pour une majorité, le contre-projet a offert la réponse la plus convaincante.

La solidarité l'emporte sur l'argument de l'économie – l'initiative de la SSR échoue **Initiative populaire « 200 francs, ça suffit ! (Initiative SSR) »**

L'initiative SSR a été clairement rejetée avec 61,9 % de « non ». Le projet a été perçu comme particulièrement pertinent et l'opinion s'est majoritairement forgée tôt. Le comportement de vote a clairement suivi des schémas idéologiques et axés sur les valeurs. L'initiative a surtout trouvé un écho favorable auprès des personnes de droite ayant peu confiance dans les institutions médiatiques, ainsi que chez celles ayant des opinions libérales et traditionnelles. Une forte polarisation s'est manifestée le long de l'axe gauche-droite. Sur le plan sociodémographique également, le soutien était plus élevé chez les personnes plus jeunes, moins instruites et à faibles revenus. Le soutien à l'initiative était principalement motivé par des raisons financières, tandis que la critique de la SSR restait un argument important, mais clairement secondaire. Le rejet, en revanche, reposait avant tout sur le souhait d'une SSR forte et indépendante ainsi que sur la qualité et la crédibilité perçues de son offre – constituant ainsi un contre-argument clair face aux critiques des partisans. Sur le fond, les arguments en faveur de l'initiative n'ont guère réussi à convaincre au-delà du camp du « oui » et ont eu un effet fortement polarisant. En revanche, les arguments contraires ont recueilli un large soutien. L'argument de la solidarité en faveur des régions linguistiques, qui a été soutenu bien au-delà des clivages politiques et a largement contribué au rejet, a été déterminant.

Le fonds pour le climat ne mobilise que son propre camp

Initiative populaire « Pour une politique énergétique et climatique équitable : investir pour la prospérité, le travail et l'environnement (initiative pour un fonds climat) »

Avec 70,7 % de « non », l'initiative pour un fonds climat a été rejetée plus nettement que toutes les autres projets soumis au vote. Elle a été perçue comme moyennement pertinente, mais le comportement de vote a clairement suivi des schémas idéologiques et axés sur les valeurs. L'initiative a surtout recueilli l'adhésion des personnes de gauche ayant une grande confiance dans les acteurs environnementaux et adhérant à des valeurs axées sur la protection de l'environnement. Une polarisation marquée s'est manifestée le long de l'axe gauche-droite. Sur le plan sociodémographique également, le soutien était plus élevé chez les personnes plus jeunes et plus diplômées. Sur le fond, les arguments en faveur de l'initiative n'ont guère réussi à convaincre au-delà du camp du « oui », tandis que les arguments contraires ont bénéficié d'un soutien plus large. Les préoccupations économiques ainsi que l'estimation selon laquelle les instruments existants de la politique climatique sont suffisants ont été déterminantes. Dans l'ensemble, l'initiative est restée cantonnée à des milieux clairement définis et engagés en faveur de la politique climatique, et n'a pas réussi à former une alliance susceptible de rallier une majorité.

Imposition individuelle acceptée – l'égalité comme motif central

Loi fédérale sur l'imposition individuelle

La loi fédérale sur l'imposition individuelle constitue le contre-projet indirect du Conseil fédéral et du Parlement à l'initiative pour des impôts équitables des Femmes PLR. Un référendum cantonal ainsi qu'un référendum facultatif ont été lancés contre le projet. Le 8 mars 2026, le peuple a accepté la loi à 54,3 %. Le projet a été perçu comme particulièrement pertinent. Le comportement de vote a clairement suivi des orientations politiques et sociétales : alors que les sympathisants du PS et des Verts ont largement approuvé le projet, le rejet provenait principalement des milieux de l'UDC et du Centre. Un schéma structuré s'est ainsi dessiné le long de l'axe gauche-droite. Des différences sociodémographiques ont émergé, surtout en ce qui concerne le niveau de formation : les personnes les plus diplômées ont plus souvent approuvé le projet, tandis que le revenu ne semble pas avoir eu d'influence claire. Les valeurs ont été déterminantes. Les personnes ouvertes sur leur temps et favorables à l'égalité ont approuvé le projet nettement plus souvent que celles attachées aux traditions. Sur le fond, l'égalité et la justice fiscale se sont opposées à une critique portant sur les coûts supplémentaires, les inégalités potentielles et la discrimination des modèles familiaux traditionnels. Dans le même temps, un large consensus s'est dégagé sur l'objectif fondamental de l'égalité fiscale.

Mobilisation la plus forte depuis deux ans

La participation

Avec 55,8 %, la participation au vote en mars 2026 a atteint son plus haut niveau depuis mars 2024, dépassant ainsi nettement la moyenne à long terme. La participation est restée socialement sélective : les personnes âgées, ayant un niveau d'éducation et des revenus élevés, ont voté nettement plus souvent que les jeunes ou les personnes ayant un niveau d'éducation formelle moins élevé. Avec 54 %, la participation des femmes a été légèrement inférieure à celle des hommes (58 %). C'est chez les hommes de 65 ans et plus que la participation a été la plus forte (77 %). Sur le plan politique, la mobilisation a été la plus forte parmi les sympathisants du GLP (81 %), des Verts (68 %) ainsi que du PS et du PLR (65 % chacun) ; l'UDC a mobilisé moins d'électeurs que les autres partis (55 %), tandis que les personnes sans affiliation politique (27 %) ont participé à un taux nettement inférieur à la moyenne.

Les objets soumis au vote

Lors du scrutin du 8 mars 2026, le peuple suisse devait se prononcer sur quatre objets : l'initiative « L'argent liquide, c'est la liberté » et son contre-projet direct, l'initiative SSR, l'initiative pour un fonds climat et la loi fédérale sur l'imposition individuelle.

A propos de l'étude

Le projet VOX aujourd'hui

En Suisse, après chaque votation, le gfs.bern réalise, sur mandat de la Chancellerie fédérale, une enquête représentative au cours de laquelle environ 3'000 titulaires du droit de vote, sélectionné-e-s de manière aléatoire, sont interrogés-es. L'étude s'intéresse aux motifs de participation ou de non-participation, ainsi qu'aux décisions de vote des titulaires du droit de vote. Avant chaque votation, le gfs.bern élabore, en collaboration avec le Dr. Sébastien Salerno, le questionnaire de l'enquête VOX. Les questionnaires des analyses post-votation VOX/VOTO réalisés par le passé constituent l'ossature du présent questionnaire. Afin de préserver la valeur des séries de données, seules des questions spécifiques aux projets (par ex. les arguments pour ou contre un projet de loi) sont reformulées à chaque fois. La mise au point du questionnaire relève exclusivement des compétences du gfs.bern.

Depuis novembre 2020, l'enquête est réalisée à la fois en ligne et au moyen d'un questionnaire papier. Au préalable, les données sont relevées par téléphone auprès chaque fois de 1'500 titulaires du droit de vote. Sur le plan du contenu, les questions capitales portent sur la participation à la votation, sur les décisions de vote et sur les arguments. En outre, l'enquête analyse aussi les valeurs et l'usage des médias. Des questions statistiques forment la partie finale de chaque enquête (par ex. sur le niveau d'éducation et l'état civil, l'origine, les conditions de logement, etc.), ces paramètres jouent un rôle clé dans les décisions politiques.

Au terme de l'enquête, toutes les données sont entièrement anonymisées: ni les noms, ni les adresses, ni les dates de naissance ne figurent dans le jeu de données destiné à l'analyse. Les coordonnées des participant-e-s sont supprimées à la fin du processus, rendant impossible toute identification individuelle. Les données sont publiées sous une forme anonymisée et peuvent être librement téléchargées depuis [Swissvotes](https://www.swissvotes.ch). Les anciens enregistrements de données VOX seront également disponibles prochainement sur [Swissvotes](https://www.swissvotes.ch), tandis que les rapports VOX antérieurs y sont déjà consultables.

Qui finance les études VOX?

La Chancellerie fédérale suisse finance les études VOX. Au nom du Conseil fédéral, elle a émis un appel d'offres public et chargé ensuite l'Institut de recherche gfs.bern d'effectuer les enquêtes pour la législature en cours.

Vous trouverez des informations complémentaires sur [vox.gfsbern.ch](https://www.vox.gfsbern.ch)

gfs.bern ag
Effingerstrasse 14
CH – 3011 Berne
+41 31 311 08 06
info@gfsbern.ch
www.gfsbern.ch

L'institut de recherche gfs.bern est membre de l'Association suisse des études de marché et sociales et garantit qu'aucun entretien n'est mené dans le but manifeste ou dissimulé de faire de la publicité, de vendre ou de susciter des commandes.

Plus d'informations sur www.schweizermarktforschung.ch

 **SWISS INSIGHTS**
Institute Member

gfs.bern 